

ANNEXE – RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

L'article L. 2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans les communes de 1 000 habitants et plus, le conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation. Le règlement intérieur précédemment adopté continue à s'appliquer jusqu'à l'établissement du nouveau règlement. Le règlement intérieur peut être déféré au tribunal administratif.

Le rapporteur propose d'adopter le règlement intérieur du Conseil Municipal ci-après :

PRÉAMBULE

Il n'y a pas de participation possible, ou simplement d'intérêt à la vie locale, sans une information correcte des citoyens.

La loi d'orientation n° 92-125 du 6 Février 1992, relative à l'Administration Territoriale de la République, vise à garantir la démocratie locale et à favoriser la modernisation du service public dans le respect du principe de libre administration.

Cette loi comprend un titre II consacré notamment aux droits des élus au sein des assemblées locales.

Auparavant, aucune disposition législative ou réglementaire n'imposait l'information préalable des Conseillers Municipaux sur le contenu des affaires dont ils ont eu à délibérer. Cette sous information s'explique par le fait que le droit à l'information des Conseillers Municipaux ne se distingue pas de celui de tout habitant ou contribuable de la Commune.

Les modalités de fonctionnement du Conseil Municipal et les conditions de publicité de ses délibérations sont fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales (*) et les dispositions du présent règlement. Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le Conseil Municipal qui se donne ainsi des règles propres de fonctionnement interne, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

(*) CGCT dans le texte

I – LA PRÉPARATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Article 1 : Périodicité des séances

Article L. 2121-7 du CGCT : le Conseil Municipal se réunit au moins une fois par trimestre

Article L. 2121-9 du CGCT : le Maire peut réunir le Conseil Municipal chaque fois qu'il le juge utile.

Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de 30 jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le département ou par le tiers au moins des membres du Conseil Municipal en exercice. En cas d'urgence, le représentant de l'Etat peut abréger ce délai.

Article 2 : Convocations

Article L. 2121-10 du CGCT : toute convocation est faite par le Maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle est adressée par écrit ou par voie numérique, au domicile des conseillers municipaux sauf s'ils font le choix d'une autre adresse.

Article L. 2121-12 du CGCT : une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du Conseil Municipal. Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la mairie par tout conseiller municipal dans les conditions fixées par le présent règlement.

Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Maire sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le Maire en rend compte dès

l'ouverture de la séance au Conseil Municipal qui se prononce sur l'urgence, et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure. La date prévisionnelle du Conseil Municipal sera portée suffisamment tôt à la connaissance des groupes tels que définis à l'article 29.

Article 3 : Ordre du jour

Le Maire fixe l'ordre du jour qui est reproduit sur la convocation et qui est porté à la connaissance du public. En cas d'urgence, le Maire peut soumettre à l'approbation du Conseil Municipal et à délibération toute affaire importante, avec l'accord des présidents des groupes représentés au sein de l'assemblée délibérante.

Article 4 : Accès aux dossiers

Article L. 2121-13 du CGCT : tout membre du Conseil Municipal a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la Commune qui font l'objet d'une délibération. Durant les cinq jours précédant la séance et le jour de la séance, les Conseillers municipaux peuvent consulter les dossiers en Mairie uniquement et aux heures ouvrables. Les documents relatifs au Budget et au Compte Administratif sont communiqués aux élus cinq jours ouvrables avant la séance du Conseil Municipal. Ceci constitue également la condition d'accès aux projets de contrats ou de marchés publics et de l'ensemble des pièces s'y rattachant. La consultation de ces documents aura lieu en Mairie afin de ne pas alourdir la charge de travail des services municipaux par la production et l'envoi systématique de dossiers volumineux.

Article 5 : Saisine des services municipaux

Le Maire est seul chargé de l'Administration, mais il peut, sous sa surveillance et sous sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses Adjoints. Toute question, demande d'information complémentaire ou d'intervention d'un membre du Conseil auprès de l'Administration, devra se faire sous couvert du Maire ou de l'élue délégué.

Article 6 : Questions écrites

Chaque membre du Conseil Municipal peut adresser au Maire des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant la Ville et l'action municipale. Le Maire répond aux questions écrites posées par les Conseillers municipaux dans un délai d'un mois.

Article 7 : Questions orales

Article L 2121-19 du CGCT : les Conseillers Municipaux ont le droit d'exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la Commune. Les questions orales doivent se limiter aux affaires d'intérêt strictement communal, le Maire n'ayant pas qualité pour répondre à des questions concernant d'autres collectivités territoriales ou l'Etat. Pour éviter un détournement de procédure qui perturberait le bon fonctionnement du Conseil Municipal, il appartient au présent règlement de fixer les règles de présentation d'examen ainsi que la fréquence de ces questions. La fréquence des questions orales est limitée à cinq par séance et par groupe constitué tel que défini à l'article 29 ci-après, et à une par Conseiller non inscrit. Elles devront faire l'objet d'une information préalable écrite adressée au Maire trois jours au moins avant la réunion du Conseil Municipal. Passé ce délai, il y sera répondu lors de la séance suivante, ceci afin de permettre à l'autorité territoriale de préparer la réponse et donc l'information des élus et des citoyens dans de bonnes conditions.

II – LA TENUE DES SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

Article 8 : Présidence

Article L. 2121-14 du CGCT : le Conseil Municipal est présidé par le Maire et, à défaut, par celui qui le remplace. Dans les séances où le Compte Administratif du Maire est débattu, le Conseil Municipal élit son Président. Dans ce cas, le Maire peut assister à la discussion mais il doit se retirer au moment du vote.

Article L. 2122-8 du CGCT : la séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Maire est présidée par le plus âgé des membres du Conseil Municipal.

En règle générale, le Président ouvre les séances, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote, met fin – s'il y a lieu – aux interruptions de séances, met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire les épreuves de vote, en proclame les résultats et prononce la clôture des séances.

Article 9 : Accès et tenue du public

Article L. 2121-18 du CGCT : les séances du Conseil Municipal sont publiques. Néanmoins, sur la demande de trois membres ou du Maire, le Conseil Municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

Nulle personne étrangère ne peut, sous aucun prétexte, s'introduire dans l'enceinte où siègent les membres du Conseil Municipal. Seuls les membres du Conseil Municipal, les fonctionnaires municipaux et les personnes dûment autorisées par le Maire, y ont accès.

Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse qui sont autorisés à s'installer par le Maire. Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Durant toute la séance, le public présent doit se tenir assis et garder le silence. Toutes les marques bruyantes d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Il est rappelé que les élus doivent se présenter en séance dans une tenue correcte.

Article 10 : Police de l'assemblée

Le Maire fait observer et respecter le présent règlement, il rappelle à l'ordre les membres ou le public qui s'en écartent et, en cas de trouble ou d'infraction pénale, il est fait application avec l'aide des forces de police des dispositions suivantes :

Article L 2121-16 du CGCT : le Maire a seul la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

Les infractions au présent règlement, commises par les membres du Conseil Municipal, feront l'objet des sanctions ci-après prononcées par le Maire :

- rappel à l'ordre
- rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal
- suspension et expulsion

Est rappelé à l'ordre tout Conseiller qui entrave le déroulement de la séance, de quelque manière que ce soit. Est rappelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal tout Conseiller qui aura encouru un premier rappel à l'ordre et qui aura persévéré dans ses agissements.

Lorsqu'un Conseiller a été rappelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal, le Conseil Municipal peut, sur proposition du Maire, décider de lui interdire la parole pour la suite de la séance : le Conseil se prononce alors par assis et debout, sans débattre. Si ledit Conseiller persiste à troubler les travaux de l'assemblée, le Maire peut décider de le suspendre de la séance et faire expulser l'intéressé.

Article 11 : Quorum

Article L. 2121-17 du CGCT : le Conseil Municipal ne peut délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice assiste à la séance. Quand après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions de l'article L 2121-10, le Conseil ne s'est pas réuni en nombre suffisant, la délibération prise après la seconde convocation à trois jours au moins d'intervalle, est valable quel que soit le nombre des membres présents. Le quorum, à savoir la majorité des membres en exercice (la moitié plus un) s'apprécie au début de la séance. N'est pas compris dans le calcul du quorum le Conseiller absent ayant donné pouvoir à un collègue.

Article 12 : Pouvoirs, procurations

Un conseiller municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un conseiller de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller ne peut être porteur que d'un seul mandat.

Le mandat est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives. Les pouvoirs doivent être remis au Maire en début de séance ou parvenir par courrier avant la séance.

Article 13 : Secrétaire de séance

Article L. 2121-15 du CGCT 1er alinéa : au début de chacune de ses séances, le Conseil Municipal nomme un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

Article 14 : Personnel municipal et intervenants extérieurs

Article L. 2121-15 2ème alinéa : le Conseil Municipal peut s'adjoindre des secrétaires pris en dehors de ses membres qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.

Assistent au Conseil Municipal : le Directeur Général des Services Municipaux, les fonctionnaires municipaux du service du Secrétariat Général, ainsi que le cas échéant du service Financier ou des Services Techniques, tout autre fonctionnaire municipal ou personne qualifiée concernée par l'ordre du jour et invitée par le Maire. Les uns et les autres ne prennent la parole que sur invitation expresse du Maire et restent tenus à l'obligation de réserve telle qu'elle est définie par le statut de la fonction publique.

III – LES DEBATS ET LE VOTE DES DELIBERATIONS

Article L. 2121-29 du CGCT : le Conseil Municipal règle par ses délibérations les affaires de la Commune.

Article 15 : Déroulement de la séance

Le Maire, à l'ouverture de la séance, constate le quorum et cite les pouvoirs reçus. Il rend compte des décisions qu'il a prises en vertu de la délégation reçue du Conseil Municipal conformément à l'article L. 2122-22 du CGCT. Il lit les lettres de remerciement et fait, le cas échéant, une déclaration liminaire. Il aborde ensuite les points de l'ordre du jour tels qu'ils apparaissent dans la convocation. Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par le Maire ou les rapporteurs désignés par le Maire. Chaque présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du Maire lui-même ou de l'Adjoint compétent.

Article 16 : Débats ordinaires

La parole est accordée par le Maire aux membres du Conseil Municipal qui la demandent. Aucun membre du Conseil Municipal ne peut parler qu'après avoir demandé la parole au Maire et l'avoir obtenue. Lorsqu'un membre du Conseil Municipal s'écarte de la question ou trouble

l'ordre par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le Maire qui peut alors faire application des dispositions prévues à l'article 10.

Les membres du Conseil Municipal prennent la parole dans l'ordre déterminé par le Maire. Au-delà de dix minutes d'intervention, le Maire peut interrompre l'orateur et l'inviter à conclure brièvement.

Sauf autorisation du Maire, aucun membre du Conseil Municipal ne peut prendre la parole dans la discussion d'une délibération sur laquelle il est déjà intervenu : cette disposition ne s'applique ni au rapporteur ni à l'adjoint compétent, ni au Maire, qui doivent apporter les éclaircissements nécessaires au débat engagé.

Article 17 : Débats budgétaires

Article L. 2312-1 du CGCT : le budget de la Commune est proposé par le Maire et voté par le Conseil Municipal. Un débat a lieu au Conseil Municipal sur les orientations générales du budget de l'exercice, ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci et dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Ce débat aura lieu n'importe quand dans le délai imparti en fonction de la date de la communication des données relatives aux dotations étatiques, étant donné qu'il semble irréaliste d'organiser un débat à un moment où nombre de données budgétaires ne sont pas encore connues. Ce débat doit permettre à l'assemblée locale de dégager les grandes priorités de la politique budgétaire (telles les différentes options en matière d'emprunt et les grands équilibres financiers). Le Maire n'est pas lié juridiquement par les conclusions dégagées.

Article 18 : Suspension de séance

Le Président du Conseil Municipal peut suspendre la séance soit pour une courte durée, soit pour une durée prolongée. Une suspension de séance très prolongée équivaut à une levée de séance en cours et nécessite de prévoir une nouvelle séance et de nouvelles convocations.

Article 19 : Question préalable

La question préalable, dont l'objet est de faire décider s'il y a lieu de délibérer, peut toujours être posée par un membre du Conseil Municipal. Elle est alors mise aux voix après débat.

Article 20 : Amendements

Les amendements ou contre-projets peuvent être proposés sur toutes les affaires en discussion soumises au Conseil Municipal. Les amendements sont mis aux voix avant la question principale. A l'occasion des décisions budgétaires, les amendements comportant majoration d'un crédit de dépenses ou une diminution de recettes ne sont recevables que s'ils prévoient en compensation et respectivement, l'augmentation d'une autre recette ou la diminution d'un autre crédit de dépenses. A défaut, le Maire peut les déclarer irrecevables.

Article 21 : Clôture de toute discussion

La clôture de toute discussion peut être décidée par le Conseil Municipal à la demande du Maire. Avant la mise aux voix, la parole ne pourra être donnée, concernant la clôture, qu'à un seul membre par groupe.

Article 22 : Votes

Article L. 2121-20 du CGCT : les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Les bulletins nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés. En cas de partage, sauf le cas de scrutin secret, la voix du Président est prépondérante. Il est voté au scrutin secret

toutes les fois que le tiers des membres présents le réclame. Le Conseil Municipal vote de l'une des quatre manières suivantes : à main levée, par assis et levé, au scrutin public par appel nominal, au scrutin secret. Ordinairement, le Conseil Municipal vote à main levée, le résultat étant constaté par le Maire et par le Secrétaire.

IV – PUBLICITÉ DES DÉBATS ET DES DÉCISIONS

Article 23 : Procès-verbaux

Les séances publiques du Conseil Municipal sont enregistrées et donnent lieu à l'établissement du procès-verbal de l'intégralité des débats sous forme synthétique.

Article L. 2121-15 du CGCT : le procès-verbal de chaque séance, rédigé par le ou les secrétaires, est arrêté au commencement de la séance suivante, et signé par le Maire et le ou les secrétaires.

Il contient la date et l'heure de la séance, les noms du président, des membres du conseil municipal présents ou représentés et du ou des secrétaires de séance, le quorum, l'ordre du jour de la séance, les délibérations adoptées et les rapports au vu desquels elles ont été adoptées, les demandes de scrutin particulier, le résultat des scrutins précisant, s'agissant des scrutins publics, le nom des votants et le sens de leur vote, et la teneur des discussions au cours de la séance.

Dans la semaine qui suit la séance au cours de laquelle il a été arrêté, le procès-verbal est publié sous forme électronique de manière permanente et gratuite sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe, et un exemplaire sur papier est mis à la disposition du public. L'exemplaire original du procès-verbal, qu'il soit établi sur papier ou sur support numérique, est conservé dans des conditions propres à en assurer la pérennité.

Article 24 : Extraits des délibérations

Les extraits des délibérations transmis au Représentant de l'Etat, conformément à la législation en vigueur, ne mentionnent que les membres présents ou représentés. Ils mentionnent également le texte de l'exposé de la délibération et indiquent la décision du Conseil Municipal. Ces extraits sont signés par le Maire ou le Maire Adjoint délégué.

Article L. 2121-23 du CGCT : les délibérations sont inscrites par ordre de date sur un registre tenu dans des conditions définies par décret en Conseil d'État.

Elles sont signées par le Maire et le ou les secrétaires de séance.

Article 25 : Publicité des délibérations

Article L. 2121-25 du CGCT : dans un délai d'une semaine, la liste des délibérations examinées par le conseil municipal est affichée à la mairie et mise en ligne sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe.

Article L. 2121-26 du CGCT : Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication des délibérations et des procès-verbaux du conseil municipal, des budgets et des comptes de la commune et des arrêtés municipaux.

Chacun peut les publier sous sa responsabilité.

La communication des documents mentionnés au premier alinéa, qui peut être obtenue aussi bien du maire que des services déconcentrés de l'Etat, intervient dans les conditions prévues par l'article L. 311-9 du code des relations entre le public et l'administration.

Article 26 : Documents budgétaires

Article L. 2313-1 du CGCT : les budgets de la Commune restent déposés à la Mairie où ils sont mis à la disposition du public dans les 15 jours qui suivent leur adoption.

Les documents budgétaires sont assortis en annexe de toutes les données synthétiques prévues

par la loi du 6 Février 1992.

Article L. 1411-13 : les documents relatifs à l'exploitation des services publics délégués seront également consultables par toute personne en faisant la demande.

V – LES COMMISSIONS DE TRAVAIL

Article 27 : Commissions du Conseil Municipal

Article L. 2121-22 du CGCT : le Conseil Municipal peut former des commissions permanentes ou temporaires afin d'étudier les questions soumises au Conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres. Elles émettent de simples avis et peuvent formuler des propositions.

Article 28 : Commissions extra-municipales

Le Conseil Municipal peut décider, en cours de mandat, de la création de commissions extra-municipales pour l'examen d'une ou plusieurs affaires. Ces commissions ont pour objectif d'associer les citoyens à la réflexion sur les grands thèmes de la vie communale. La durée de vie de ces commissions est dépendante du dossier à instruire.

VI – ORGANISATION POLITIQUE DU CONSEIL MUNICIPAL

Article 29 : Les groupes politiques

Les Conseillers peuvent se constituer en groupes selon leurs affinités politiques. Chaque Conseiller peut adhérer à un groupe mais ne faire partie que d'un seul. Les groupes se constituent en remettant au Maire une déclaration comportant la liste des membres et leurs signatures, ainsi que celle du Président de groupe. Les modifications sont portées à la connaissance du Maire. Le Maire en donne connaissance au Conseil Municipal qui suit cette information.

Article L. 2121-27 du CGCT : les conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale qui en font la demande peuvent disposer sans frais d'un local commun.

Article 30 : Bulletin d'information générale

Article L. 2121-27-1 : lorsque la Commune diffuse, sous quelque forme que ce soit, un bulletin d'information générale sur les réalisations et la gestion du Conseil Municipal, un espace est réservé à l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale.

Un espace sera réservé à chaque groupe politique pour chaque parution.

VII – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 31 : Modification du règlement

Ce règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du Maire ou du tiers des membres en exercice de l'assemblée communale.

Article 32 : Application du règlement

Le présent règlement est applicable à compter du 26 mai 2023.

Il sera ensuite adopté à chaque renouvellement du Conseil Municipal dans les six mois qui suivent son installation.